



GUADELOUPE 2011 :
CHRONIQUE
D' UNE SOCIÉTÉ ET D'UNE ÉCONOMIE
DÉSÉQUILBRÉES

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

INTRODUCTION

La connaissance de l'évolution économique et sociale nous est nécessaire dans le cadre de la construction de la Guadeloupe pour laquelle nous militons. Cependant les données disponibles laissent à désirer. Les autorités coloniales ne considèrent pas la production d'information économique et sociale comme une priorité. Élaborer le rapport annuel d'activité s'avère dans ces conditions extrêmement difficile. Mais à partir de leurs données et de celles que nous avons collectées il nous a été possible de dresser un bilan. En 2011, la situation économique guadeloupéenne **a été étroitement corrélée** avec ce qui s'est passé dans le monde, la zone euro, et en France. En effet, l'économie de notre pays est un appendice de l'économie française. L'année 2011, malgré les propos laudateurs des organismes français de suivi de l'activité économique, n'a rien apporté de nouveau et de décisif. Le supermarché guadeloupéen qui cahote depuis au moins trois ans a tout tenté pour retrouver un rythme satisfaisant afin que les autorités coloniales puissent proclamer l'excellence de leur politique et leur présence indispensable pour garantir aux guadeloupéens un niveau de vie acceptable qui se rapproche de leurs canons.

UN ENVIRONNEMENT DE PLUS EN PLUS DÉGRADÉ

L'année 2011 a été marquée par le retour des turbulences financières, particulièrement en zone euro. Au total, la croissance mondiale a décéléré en 2011 (3,6% après 4,9% en 2010), mais elle reste soutenue, supérieure à la moyenne de longue période (3,3% de 1973 à 2007). Après un mouvement généralisé de modération de la croissance au premier semestre, lié aux tensions sur les prix des matières premières, les trajectoires régionales ont divergé. Alors que la zone euro se dirigeait vers la récession, les États-Unis ont fait mentir les marchés qui entrevoyaient un "double deep" et des signaux positifs sont apparus en fin d'année. Enfin, les pays émergents ont bien résisté, quoique à des degrés divers.

La croissance américaine a été de 1,7% sur l'année 2011 en première estimation. Autre chiffre important : le rythme annuel de la croissance au 4ème trimestre s'est élevé à 2,8% alors que ce rythme n'était que de 1,8% au trimestre précédent. L'économie américaine a donc accéléré sa croissance en fin d'année au point de réaliser sa meilleure performance de l'année. Cette performance de 1,7% de croissance l'an dernier confirme que l'accélération du PIB sur la fin de l'année n'a pas compensé les effets du ralentissement du premier semestre. Elle reste bien en deçà des 3% de croissance enregistrée en 2010.

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

L'évolution de l'activité économique dans la zone euro a été inégale en 2011. Le premier trimestre a été particulièrement encourageant, confortant la reprise entamée dans le courant de 2009. Toutefois, la croissance économique a marqué le pas au deuxième trimestre, avant de s'interrompre. Les chiffres annuels masquent ce profil contrasté: l'expansion du PiB en volume est revenue de 1,8% en 2010 à 1,6% en 2011. en termes réels, le PiB n'a pas encore retrouvé son niveau de 2007 dans la zone euro. Le repli par rapport au niveau atteint avant la crise a été particulièrement sensible dans les pays dont la croissance antérieure avait reposé à l'excès sur l'endettement extérieur. Le ralentissement observé dans le courant de l'année 2011 a concerné la plupart des pays de la zone euro. L'évolution annuelle du PiB a néanmoins été très disparate. L'activité s'est inscrite en recul en Grèce et au Portugal, tandis que les taux de croissance les plus robustes ont été enregistrés en Estonie, en Finlande, en Allemagne, en Autriche et en Slovaquie. en règle générale, les pays que la crise de 2008-2009 a forcés à entamer un processus de résorption de leurs déséquilibres ont continué d'afficher des taux de croissance inférieurs à la moyenne de la zone. Le consommateur est très préoccupé par l'évolution ultérieure du chômage et à juste titre. Le nombre de personnes sans emploi dans la zone euro n'a jamais été aussi élevé depuis le début de la compilation de ces statistiques, en juin 1991. Le taux de chômage continue d'augmenter sans interruption: il est en effet passé de 9,9% en avril à 10,3% en décembre. En France, sur l'année 2011, la croissance a atteint 1,7%. Mais la consommation des ménages reste en berne, et continue de baisser. Le déficit commercial atteint un record de 70 milliards d'euros. L'endettement dépasse les normes de l'Europe. Quant au chômage, toujours en hausse, il touche 9.3% de la population active. Près de 32 000 emplois salariés ont été perdus au quatrième trimestre. Les destructions d'emplois touchent surtout le secteur marchand et notamment l'industrie. Le Produit intérieur brut allemand a progressé de 3% l'an dernier mais accusé "un coup de mou" au quatrième trimestre, avec un recul de 0,2% par rapport au troisième, a annoncé mercredi l'Office fédéral des statistiques. En corrigeant des variations calendaires, c'est-à-dire de la variation du nombre de jours.

Locomotives de la croissance mondiale, les grands pays émergents avaient comme principal motif d'inquiétude économique, en début d'année, les fortes tensions inflationnistes induites (avec de grandes différences suivant les pays) par les prix de l'énergie, de l'alimentation et de l'immobilier. Cette situation a contraint plusieurs d'entre eux à poursuivre des politiques de durcissement monétaires jusqu'au début du second semestre. Néanmoins, sous l'effet de la baisse de la croissance dans les pays développés et du recul du commerce international, la croissance des pays émergents a décéléré en cours d'année. Elle reste tout de même forte, soutenue par la vigueur de la demande interne qui constitue, à présent, un puissant moteur autonome. Les anticipations

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

d'inflation ont reculé, permettant à plusieurs banques centrales d'entamer des cycles d'assouplissement monétaire de nature à prévenir un atterrissage brutal. Enfin, les gouvernements disposent de marges de manoeuvre considérables pour procéder également à des mesures de relance budgétaire en cas de besoin. Les économies émergentes sont devenues les forces vives pour la relance économique mondiale. On estime qu'elles auraient connu une croissance de 6,4 % en 2011, tandis que le chiffre est de 4 % pour l'économie mondiale. En Chine, la croissance du produit intérieur brut (PIB), qui avait atteint 10,4 % en 2010, est progressivement tombée à 9,7 % au premier trimestre de cette année, puis à 9,5 % au deuxième et 9,1 % au troisième. Et pourrait tomber à 9 % pour l'ensemble de l'année 2011. L'indice de la production manufacturière est tombé, lui, à son plus faible niveau en près de trois ans. En Inde, la croissance de la production industrielle est devenue négative pour la première fois en plus de deux ans avec une contraction de 5,1 % en octobre sur un an, selon les derniers chiffres, reflétant l'impact de la politique monétaire agressive du pays. En octobre 2010, la production industrielle avait progressé de 11,3 % sur un an. En septembre 2011, cet indicateur avait déjà marqué le pas, progressant de seulement 1,9 %, bien loin des attentes du marché, lequel tablait sur 3,7 %. La Reserve Bank of India (RBI) a pratiqué treize relèvements des taux depuis mars 2010 pour tenter d'enrayer une inflation qui flirte avec les 10 %, gros point noir de la troisième puissance économique d'Asie. Alors que l'Inde visait au début de l'année une croissance annuelle de 9 %, elle a ramené ses ambitions à un taux de 7,5 %. Des économistes indépendants anticipent plutôt un taux inférieur à 7 %. L'Inde avait enregistré une croissance de 8,5 % pour l'année 2010-2011. Au Brésil, la Banque centrale a abaissé à 3% sa prévision de croissance pour 2011, en raison de l'aggravation de la crise internationale. Pour sa part, le gouvernement brésilien prévoit toujours une croissance de 3,5%, bien en deçà des 7,5% enregistrés l'année dernière. En Russie, le PIB a crû 4 % en 2011. Selon une étude économique de l'OCDE, l'économie russe se remet de la grave récession de 2008/09, mais l'activité reste en deçà des sommets atteints avant la crise. De l'ordre de 4% (en 2011), le taux de croissance tendanciel est insuffisant pour tirer pleinement parti des possibilités offertes par les ressources naturelles dont est richement dotée la Russie et le haut niveau de qualification de sa population. En Afrique du Sud de 2,7 % de croissance en 2001, elle passe à 5,6 % en 2006 pour s'établir à 3,4 % en 2011. Selon la Standard Bank of South Africa, la crise dans la zone euro, qui est la principale destination des exportations minières de l'Afrique du Sud, a conduit à une réduction considérable du volume des exportations du pays. En outre, selon le bureau des statistiques sud-africain, la production agricole a également diminué de 4,3% au 3e trimestre par rapport au trimestre précédent, ce qui a constitué un autre coup dur pour le fragile redressement économique du pays.

En 2011, la croissance de l'économie française s'est maintenue. Le produit intérieur brut progresse de 1,7 % en moyenne annuelle, au même rythme

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

qu'en 2010 et après une chute de 3,1 % en 2009. La croissance est soutenue par la demande des entreprises : leurs dépenses d'investissement accélèrent et elles reconstituent leurs stocks pour la première fois depuis 2008. Importations et exportations augmentent parallèlement, si bien que les échanges extérieurs sont neutres sur la croissance. En 2011, la dépense de consommation des ménages ralentit significativement : + 0,3 % en volume, après + 1,4 % en 2010. Elle contribue donc peu à la croissance économique (+ 1,7 %). Les ménages épargnent davantage malgré le ralentissement de leur pouvoir d'achat (+ 0,5 % après + 0,9 %). En effet, l'accélération des prix (+ 2,1 % après + 1,1 %), du fait du renchérissement de l'énergie et de certains produits alimentaires, fait plus que compenser celle des revenus, notamment d'activité. Le rythme de la consommation des biens et services, en particulier de télécommunications, s'infléchit également. L'économie de l'information reste néanmoins tirée par les ordinateurs et les téléphones mobiles. La consommation en automobiles neuves diminue moins fortement qu'en 2010, alors que celle en services de transport accélère. En 2011, 26,9 millions de personnes ont occupé un emploi dans l'économie française, à temps plein ou à temps partiel. En équivalent-temps plein (EQTP), l'emploi intérieur est évalué à 25,3 millions en moyenne annuelle. En moyenne sur l'année 2011, l'emploi dans l'ensemble de l'économie a progressé de 125 000 personnes physiques, mettant fin à deux années de net recul (- 355 000 emplois lors de la crise de 2009, puis - 16 000 en 2010). L'évolution du temps partiel n'a pas affecté ce rebond : l'emploi en EQTP a augmenté dans des proportions similaires (+ 121 000 emplois, soit + 0,5 % après - 0,3 % en 2010). Cette hausse résulte de celle de l'emploi salarié (117 000 emplois EQTP, après - 66 000 en 2010), mais ce dernier n'a pas encore retrouvé son niveau de 2007, avant la crise. L'emploi non salarié est resté atone : il a progressé de 5 000 EQTP en 2011 (+ 0,2 %), après avoir stagné l'année précédente. À près une baisse en début d'année 2011, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente de 0,3 point au second semestre. Au quatrième trimestre, il s'établit en France à 9,8 % (9,4 % pour la France métropolitaine). En France métropolitaine cependant, le taux de chômage est en légère baisse (0,1 point) en moyenne annuelle, à 9,3 % de la population active. La remontée du chômage dans la deuxième partie de l'année 2011 touche toutes les tranches d'âge. Pour les actifs entre 25 et 49 ans, le taux de chômage augmente de 0,4 point en un semestre, et s'établit à 8,6 % de la population active fin 2011, légèrement au-dessus de son sommet précédent de fin 2009. Le taux de chômage des personnes de 50 ans ou plus a lui aussi augmenté, de 0,2 point au second semestre 2011. Il s'établit à 6,5 % fin 2011, à un niveau comparable à celui de fin 2009. Le taux de chômage des jeunes augmente sur la même période de 0,7 point. Contrairement aux autres tranches d'âge, ce niveau est très légèrement inférieur à celui de fin 2009. En 2011, le déficit public au sens du Traité de Maastricht s'établit à 103,1 milliards d'euros (Md€) : il passe de 7,1 % du PIB en 2010 à 5,2 % en 2011. Sa diminution reflète essentiellement celle du déficit des administrations centrales (environ -

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

22 Md€) et des administrations de sécurité sociale (environ - 11 Md€). La dette au sens de Maastricht s'élève à 1 717,3 milliards d'euros fin 2011 contre 1 595,2 milliards d'euros un an plus tôt. Elle représente 86,0 % du PIB, contre 82,3 % fin 2010. La contribution de l'État à la dette publique s'établit à 1 335,2 milliards d'euros, en hausse de 90,2 milliards d'euros, soit une variation au-dessus de son besoin de financement (87,5 milliards d'euros). La contribution des administrations publiques locales à la dette, constituée principalement de crédits à long terme, atteint 166,3 milliards d'euros à la fin 2011 en hausse de 5,2 milliards d'euros par rapport à 2010, soit une progression similaire à celle constatée en 2010 (+ 5,9 milliards d'euros). Cette hausse est plus importante que le besoin de financement (0,9 milliard d'euros), du fait principalement d'un accroissement de 3,5 milliards de leurs dépôts au Trésor. La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette publique augmente de + 30,4 milliards d'euros pour s'établir à 205,4 milliards d'euros fin 2011. L'augmentation de la dette est nettement supérieure au déficit qui est de 12,5 milliards d'euros : la trésorerie des administrations de sécurité sociale augmente de 11,7 milliards d'euros et les détentions d'obligations progressent de 5,6 milliards d'euros. Au total, la dette de l'ensemble des administrations publiques a progressé de 122,1 milliards d'euros alors que la progression de la dette publique nette est moins importante : elle a augmenté de 99,1 milliards d'euros par rapport à la fin 2010 pour atteindre 1 572,9 milliards d'euros, soit 78,8 % du PIB. Cette moindre hausse de 23,0 milliards d'euros de la dette nette s'explique pour l'essentiel par une augmentation de la trésorerie des administrations publiques (+ 15,8 milliards d'euros y compris effets de consolidation) et plus particulièrement de la Sécurité Sociale (+ 11,7 milliards d'euros). Les prêts de l'État aux pays de la zone euro, les remboursements des prêts automobiles ainsi que les remboursements de la BPCE à la SPPE sont sans effet sur la dette nette car ils affectent à due concurrence le passif et l'actif des administrations publiques.

LA GUADELOUPE RESTE DESEQUILBRÉE

Dans ce contexte , comment se situe l'économie de la Guadeloupe ? Ses caractéristiques structurelles en font une économie peu sensible aux évolutions de l'activité économique . Essentiellement tournée vers la satisfaction de la demande locale, elle ne peut qu'en suivre la vigueur ou les hésitations. Un affaiblissement du pouvoir d'achat au niveau européen et français pourrait se traduire à l'avenir par une moindre activité touristique. Cette année encore, l'économie guadeloupéenne présente une évolution contrastée qui ne permet pas de conclure à une reprise franche de l'activité ou à une capacité à s'équilibrer .

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

UNE STRUCTURE DE RESSOURCES QUI NE CHANGE PAS

Le PIB et les importations qui composent les ressources mises au service des guadeloupéens n'ont pas beaucoup évolué en 2011 tant en volume qu'en terme de structure .

Une production toujours peu performante

À la fin de 2010, le PIB de la Guadeloupe était de 8.597 millions d'euros et de 19.002 par habitant. En 2011, la croissance progressant selon les hypothèses les plus plausibles de 1,3 % (en euros constants), retrouvant un niveau en volume proche de celui de 2008, le PIB s'établit à 9 milliards . La croissance reste proche de la moyenne de la zone euro (+1,4 %). Elle est par contre très éloignée de moyenne Latino américaine et Caraïbe qui est de 4,3 %.

Le PIB non marchand (administration publique principalement) conformément à la tradition y a exercé un rôle moteur . Les dépenses totales relevant de l'état français enregistrent un rebond (+4,6 % sur un an) en 2011 pour s'établir à 2,4 milliards €. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse de 4,7 % des dépenses de personnel. Ces dernières concentrent 39 % des dépenses totales. Les dépenses d'intervention affichent en revanche un repli de 4,7 %. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement diminuent respectivement de 4,6 % et 3,7 % sur un an. Parallèlement, les dotations aux collectivités se stabilisent : elles s'élèvent à 650,9 millions € en 2011, contre 651,8 millions € en 2010. Les recettes totales relevant de l'état s'établiraient à 817 millions € en 2010 , en baisse de 10 %. Le recul des recettes fiscales de 6,5 % (notamment des recettes issues de l'impôt sur le revenu : -9,4 %) et la diminution de 18 % des comptes de concours financiers expliquent ce repli. La fonction publique conserve son statut de plus gros employeur, tous secteurs confondus. L'emploi salarié y progresse de 3% sur une année en dépit des restrictions budgétaires et du non renouvellement systématique des fonctionnaires partant à la retraite. Ce constat s'explique par le jeu naturel des mutations, les recrutements au sein des collectivités locales et par l'utilisation de personnel non titulaire. Les salaires versés au cours de l'année comptable augmentent mécaniquement. Ils atteignent 3,3 milliards d'euros, soit une progression de 4 % entre 2010 et 2011. La masse salariale la plus imposante reste celle de la fonction publique relevant de l'état français , avec 1,6 milliard d'euros versés au personnel.

Le PIB marchand dont le montant détermine la puissance économique d'un pays a surtout été tiré par le tourisme . En effet , l'embellie du transport aérien, +5 % (deux millions de passagers) illustre la bonne tenue du tourisme dont le niveau d'activité se rapproche de 2008 . On a noté une hausse du taux d'occupation des chambres, une hausse de l'emploi salarié

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

dans l'hôtellerie et la restauration.

L'activité agricole a été modeste en raison principalement des mauvaises conditions climatiques enregistrées dès le début de l'année qui ont affecté l'ensemble de la filière agricole. L'état de calamité agricole a été reconnu dans certaines communes pour les cultures vivrières et maraîchères : la récolte de melon a en particulier connu de nouveau des difficultés. Le bilan de la campagne sucrière est également en deçà des attentes, en raison de l'enchaînement des conflits sociaux qui ont retardé le démarrage de la campagne et de la forte pluviométrie en période de récolte : 646 300 tonnes de canne à sucre ont été broyées, soit un recul 5 % par rapport à 2010 et un volume inférieur de 7 % à la moyenne décennale. La richesse saccharine moyenne chute à 7,48, niveau le plus bas de la décennie. Par contre l'activité bananière s'est mieux comportée en 2011 : les expéditions de bananes de la Guadeloupe vers l'Union européenne atteignent 59 500 tonnes, soit une augmentation de 41 %, par rapport à 2010. La production a été réalisée sur une superficie d'environ 2 000 hectares comparable à celle de l'année 2010. Les retombées de cendres volcaniques de Montserrat avaient privé les étals des différents marchés extérieurs pendant les mois de mars et avril 2010 de la banane guadeloupéenne. Les exportations 2011 ont retrouvé leur dynamisme avec une augmentation de 10 % par rapport à 2009. Le prix moyen «départ quai ou frontière» du kilo est en augmentation à 0,71 € en 2011, il était de 0,53 € en 2010, et situe la banane antillaise à un prix inférieur de 4 centimes d'euros à celui de la banane africaine.

Le secteur de la construction a été déprimé. Il est pénalisé par l'absence de grands chantiers de travaux publics due à une diminution des dépenses d'investissements des collectivités publiques et une forte baisse du nombre de logements individuels autorisés (-17 %). En conséquence, la consommation de ciment diminue de 3,3 % et retrouve son niveau de 2009, le plus bas de la décennie. La morosité du secteur n'épargne pas l'emploi qui diminue de 1,2 % pour le BTP et de 8 % pour les activités immobilières. La situation dans le bâtiment et les travaux publics demeure difficile : malgré un léger mieux au second semestre, le secteur ne connaît pas de véritable reprise après deux années de récession. La construction de logements sociaux, favorisée par les nouveaux dispositifs de défiscalisation, permet un maintien de l'activité mais ne constitue pas encore un relais de croissance pour les grands preneurs d'ordre, alors que la commande privée de logement s'effondre. Dans le domaine des travaux publics, les grands chantiers restent peu nombreux, à l'exception de celui de la nouvelle centrale EDF de Jarry et de la poursuite des opérations de rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre et des Abymes. Le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs recule de 16 % sur un an. Dans ce contexte, beaucoup d'entreprises, en particulier les plus petites, sont confrontées à des difficultés de trésorerie et cumulent arriérés sociaux et fiscaux

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

Les autres branches d'activité dont l'impact est généralement modeste n'ont pas connu d'évolution notable. Malgré un contexte difficile pour les entreprises dont l'activité est étroitement liée au BTP, le courant d'affaires des industries manufacturières évolue positivement tout au long de l'année 2011, quoique de façon moins dynamique à partir du troisième trimestre. L'activité des industries agroalimentaires, qui dépend de la consommation des ménages, est mieux orientée : les exportations de produits agroalimentaires, en hausse de 5 %, reflètent ce constat.

Le secteur du commerce bénéficie du dynamisme de la consommation des ménages, en particulier au premier semestre, et les commerçants font état d'une amélioration de leur courant d'affaires sur l'année. Le fléchissement des ventes au second semestre et en dépit d'un léger regain d'activité en fin d'année, conduit les professionnels à rester pessimistes dans leurs prévisions pour le début 2012. Le marché automobile reste à l'écart de l'embellie du secteur : le nombre de véhicules immatriculés stagne (+0,2 %) par rapport à 2010 à 18 814.

Des importations toujours aussi élevées

En 2011, le montant des importations progresse de 16 % et atteint 2,6 milliards d'euros. Il retrouve un niveau proche de celui de 2008 . Elles représentent 37 % des ressources totales .Les importations progressent pour l'ensemble des principaux produits hormis ceux du transport. Elles sont portées par les achats de produits pétroliers raffinés qui constituent l'essentiel des importations d'énergie . Après les fortes baisses de 2009 et 2010, le volume des importations de pétrole raffiné progresse de 67 %. Il est proche du niveau médian de la décennie 2000-2010. La progression en valeur est plus forte en raison de la hausse du prix du pétrole (le cours annuel moyen du Brent a augmenté de 40 % entre 2010 et 2011). Hors énergie, la hausse de la valeur des produits importés est plus faible (+ 3 %). Les achats de matériel de transport baissent de 8 %. Dans l'industrie alimentaire (hors boissons et tabac), les volumes importés progressent de 3 %. Mais la hausse des prix dans le secteur s'accompagne d'un accroissement plus important du montant des produits importés (+ 11 %). Les achats d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique progressent de 6 %. Les achats d'autres produits industriels augmentent de 3 %.

UNE ACTIVITE DEPENDANT TOUJOURS EXCLUSIVEMENT DE LA CONSOMMATION

La consommation des ménages, traditionnel moteur de l'activité a augmenté de 0,9 % en euros constants. L'économie guadeloupéenne, comme les autres économies de système colonial , se caractérise par une croissance

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

principalement tirée par la consommation, qui absorbe 103 % du PIB en 2011 et explique près des deux tiers de son accroissement sur la période 1993-2010. C'est le premier moteur de la croissance, y compris sur la période récente. La consommation finale des ménages et des administrations représente en 2010 respectivement 64 % et 39 % du PIB, contre 21 % pour l'investissement et 7 % pour les exportations. La consommation des administrations publiques est la composante la plus dynamique de la demande sur la période 2000-2010 : elle progresse de +5,5 % en variation annuelle moyenne, suivie par la consommation des ménages (+4,4 %), l'investissement (+3,2 %) et les exportations (+0,7 %). Elle a été principalement tirée par une hausse des revenus salariaux (+3,8 %) deux fois plus importante que celle des effectifs salariés. En raison du renchérissement de l'énergie, l'inflation a été 2,6 %. La demande de crédit à la consommation a progressé de son côté de 4 %.

L'investissement de son côté reste limité cette année (+1,2 % en euros constants). Il est nettement plus faible qu'en 2010 (+7,7 %), année marquée par le report exceptionnel d'investissements non réalisés en 2009. Les entreprises continuent toutefois de s'équiper ; leur encours de crédits d'investissement progresse de 8 % en valeur. Les achats d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique progressent trois fois moins vite que l'année passée (+6 % en 2011).

Quant aux exportations, elles restent toujours aussi marginale et ont donc un faible impact sur la croissance . En 2011, leur montant augmente de 21 % pour atteindre 262 millions d'euros. Hors réexpéditions de produits raffinés, de machines et de matériel, le montant des exportations (190 millions d'euros) progresse au même rythme qu'en 2010, soit +23 %. Presque tous les secteurs d'exportation progressent, en particulier celui de l'agriculture. Ce dernier retrouve son niveau de 2009 après les dommages causés en 2010 par les cendres volcaniques. Le volume des réexpéditions de produits pétroliers raffinés diminue de 17 %.

DES DÉSÉQUILIBRES MACROÉCONOMIQUES DEVENUS STRUCTURELS

Le modèle de croissance colonial génère depuis toujours de graves déséquilibres macroéconomiques. La situation n'a pas changé en 2011. Les différents marchés qui composent traditionnellement une économie restent dramatiquement déséquilibrés :

En 2011, le marché du travail déjà déséquilibré s'est encore détérioré. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A atteint à 52 929 en données brutes au 31 décembre en Guadeloupe . Il augmente de 6,5 % (3 234 inscrits supplémentaires) par rapport à 2010. Les seniors (50 ans et plus) sont toujours les plus touchés avec 19 % d'augmentation en

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

2011. En quatre ans, le nombre de seniors a doublé en catégorie A, la part des seniors passant de 12 % à 20 % de la demande d'emploi de catégorie A. En revanche, le nombre de demandeurs de moins de 25 ans et les 25-49 ans augmente de façon plus modérée que celui des seniors en 2011 (respectivement +6,6 % et +3,3 %) même si leur situation s'est dégradée par rapport à l'année précédente (+ 0,9 % et +1 % en 2010). La situation des femmes se détériore dans les mêmes proportions que celle de leurs homologues masculins (+6,4 % contre +6,6 %). Par ailleurs, plus de la moitié des demandes d'emploi sont de longue durée. La demande d'emploi de longue durée (DELD), augmente de 13 % en catégorie A en 2011 (28 889 demandes). La part de la demande d'emploi de longue durée augmente de 3,2 points sur un an pour atteindre 55 %. La demande d'emploi de très longue durée (deux ans et plus) concerne 17 576 demandes et augmente de 13 %. 11 765 demandes ont trois ans d'ancienneté ou plus. Le nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé de façon occasionnelle (catégories B et C) a augmenté de façon sensible (+7 %). Ils sont 6 164 fin 2011. Les demandes d'emploi de catégories D et E ont baissé de 16 % en 2011. Concernant la catégorie E, le recul important (de 18 %) s'explique en partie par la diminution des contrats aidés. L'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi (ABCDE) atteint 62 872 demandeurs fin 2011 dans l'archipel guadeloupéen (+2 931 sur un an), un niveau jamais enregistré en dix ans. Le nombre d'offres d'emploi recueillies par Pôle emploi (12 519) diminue de 8,4% après la hausse de 13,6% en 2010. Les principaux contrats - CDD, CDI ou intérim et contrat aidé- sont en baisse respectivement de 2 % et 15 %. Les autres contrats (alternance, insertion par l'activité économique, etc.) ne représentent qu'une petite partie des offres, leurs évolutions sont contrastées : hausse de 55,7% pour l'alternance et baisse de 27 % pour les autres contrats

L'année 2011 a été marquée par une forte hausse des prix de l'énergie. Au cours de l'année, les prix des produits pétroliers ont subi de nombreuses augmentations liées aux fluctuations des prix du baril de Brent, avec un maximum atteint au mois de février. Sur l'année, le prix moyen du baril de Brent a atteint 80 € alors qu'en 2010 il était de 60 €. La contribution de l'énergie à l'inflation est passée de 40 % en 2010 à 70 % en 2011. Cette flambée du prix du pétrole a entraîné celle du prix de la bouteille de gaz (+37,8 %). Les prix des services ont progressé de 0,6 % en 2011. Les transports et communications augmentent de 3,6 %, la plus forte hausse, en raison notamment du renchérissement des produits pétroliers. Les loyers, qui représentent 8 % de la consommation des ménages, ont crû de 2,3 %. En revanche, les prix des « autres services », qui rassemblent notamment les assurances, les services financiers, et la protection sociale diminuent de 1 % entre 2010 et 2011. Les prix des produits alimentaires ont augmenté en moyenne de 1,2 % et contribuent à hauteur de 0,2 point à l'inflation globale. Cette hausse est imputable aux prix des autres produits alimentaires qui progressent de 1,9 % ce qui représente 0,3 point de la progression générale

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

des prix. Les prix des produits frais fléchissent de 1,7 % en 2011 alors qu'en 2010 ils avaient augmenté de 10,4 %. Cette baisse de prix porte principalement sur les fruits frais. Les prix des produits manufacturés ont progressé plus faiblement en 2011, de 0,5 % après + 1,5 % en 2010). Cette faible hausse résulte d'une évolution contenue des « autres produits manufacturés » (+0,9 %) et du recul des prix de l'habillement et chaussures (-0,7 %) et des produits de santé (-0,8 %) En 2011 l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe augmente de 2,6 %, soit 0,2 point de moins qu'en 2010.

Le déséquilibre entre besoins et production se maintient . Les ressources qui permettent aux consommateurs de consommer comprennent une part importante d'importations (23%) pratiquement le même pourcentage qu'en 2010. La Guadeloupe reste dans l'impossibilité de satisfaire les besoins de sa population avec sa production.

En 2011 le commerce extérieur de la Guadeloupe est resté déficitaire comme à son habitude .Le montant global des importations progresse de 16 % et atteint 2,6 milliards d'euros Les exportations ont augmenté de 21 % pour atteindre 262 millions d'euros. Hors réexpéditions de produits raffinés, de machines et de matériel, le montant des exportations (190 millions d'euros) progresse au même rythme qu'en 2010, soit +23 %. La dépendance de la Guadeloupe avec l'extérieur est importante. Le montant des importations est dix fois plus élevé que celui des exportations. En 2011, le déficit commercial s'élève à 2,4 milliards d'euros en hausse de 16 %. Le taux de couverture des échanges de biens est toujours de 10 %, il n'évolue pas depuis 2009.

Le financement de l'économie qui se fait, soit avec des ressources publiques, soit par le système bancaire n'a pas fondamentalement changé en 2011. En ce qui concerne les ressources bancaires , l'encours des crédits sains consentis atteint 7,7 milliards €, accentuant légèrement sa progression (+7 % contre +6,5 % en 2010). La croissance des crédits en faveur des entreprises (3,6 milliards €) s'accélère (+8 % contre +1,7 % en 2010) : leur recours aux crédits immobiliers (+11,5 %) s'accroît sensiblement et leurs efforts d'investissement restent soutenus (+7,7 %). A l'inverse, les entreprises mobilisent de nouveau moins de crédits d'exploitation (-7,5 %) : le recul de l'encours de leurs comptes ordinaires débiteurs (-3,4 %) comme des incidents de paiements sur effets (-2,8 % en valeur) témoigne d'un assainissement relatif des trésoreries. Les financements consentis aux ménages (2,9 milliards €) progressent plus modérément, de +6,5 % sur un an. Le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat, quoique toujours soutenu, montre des signes d'essoufflement (+7,9 % contre +9,8 % en 2010), de même que celui des crédits à la consommation (+4 % contre +5,3

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

% en 2010). Les créances douteuses brutes portées par le système bancaire sont inférieures à 600 millions €, après avoir culminé à 662 millions € fin 2010 (-9,9 % sur un an). Le taux de créances douteuses brutes, qui s'était légèrement dégradé en 2009 et 2010, se replie de 1,2 point à 7,2 %, traduisant une stabilisation de la situation financière des agents. La collecte de ressources a évolué modestement : les actifs financiers de la clientèle (6,8 milliards €) progressent faiblement (+2,5 % contre +4,7 % un an plus tôt). L'encours des dépôts à vue (+0,3 %), principaux actifs financiers détenus par les agents, évolue peu tandis que les placements liquides et à court terme (+7,2 % contre -2,2 % en 2010) se redressent à la faveur d'un relèvement de leurs taux de rémunération. L'épargne à long terme stagne en revanche (+0,1 %), en raison de la faible performance et de la volatilité marquée des marchés financiers en 2011. Par contre l'opacité volontaire continue de régner sur le financement public des services publics qui juridiquement s'opère par l'état français et les collectivités locales . Le projet de loi de règlement de l'ensemble français confirme un déficit budgétaire de l'état français de 90,7 milliards d'euros, en recul de 58 milliards d'euros par rapport à 2010. Le résultat patrimonial de l'état s'élève, quant à lui, à 86,5 milliards d'euros, soit une réduction de 23,5 milliards d'euros par rapport à 2010. La forte réduction du déficit budgétaire tient principalement à trois facteurs : le dynamisme des recettes fiscales, supérieur à celui des dépenses (9 milliards d'euros) ; l'absence d'opérations exceptionnelles qui avaient fortement pesé sur le déficit 2010 (44 milliards d'euros) ; les recettes exceptionnelles liées au remboursement anticipé des prêts aux filières automobiles (4 milliards d'euros). Hors effets exceptionnels, l'amélioration du déficit est inférieure à 10 milliards d'euros. En conséquence, la situation du budget de l'état reste très dégradée. Autant les chiffres sont détaillées pour l'état français , autant la répartition régionale est opaque . Les dépenses totales relevant de l'état français ont été de 2,4 milliards €. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement diminuent respectivement de 4,6 % et 3,7 % sur un an. Parallèlement, les dotations aux collectivités se stabilisent : elles s'élèvent à 650,9 millions € en 2011, contre 651,8 millions € en 2010. Les recettes totales relevant de l'état s'établissent à 817 millions € en 2010 , en baisse de 10 %. Le recul des recettes fiscales de 6,5 % (notamment des recettes issues de l'impôt sur le revenu : -9,4 %) et la diminution de 18 % des comptes de concours financiers expliquent ce repli. Ces pratiques des autorités coloniales sont contraire au droit international de la décolonisation qui protège l'identité des territoires non autonomes.

En Guadeloupe, rien n'annonce donc une réorientation de l'économie. Le supermarché guadeloupéen continuera à cahoter avec de plus en plus de difficultés. La croissance réelle risque d'être insuffisante pour propulser la Guadeloupe vers des demains plus surs et plus rémunérateurs.

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

PERSPECTIVES POUR 2012

2012 sera une année pleine d'incertitudes du fait de la chute de l'économie de nombreux pays amorcée en août 2011. L'aggravation de la crise de la dette européenne fait peser de lourds risques sur l'économie mondiale. A la fin juin 2012 la situation reste toujours difficile. L'économie reste toujours fragile. La Grèce s'enlise, l'Espagne s'engloutit, l'euro s'empêtre, l'économie européenne s'endort, celle de la Chine et des pays émergents s'affaiblit et les États-Unis inquiètent. La crise de 2008 n'est pas terminée et la situation peut encore s'aggraver. Quatre ans de stimulants budgétaires, de taux d'intérêt peu élevés et d'une multitude de rencontres au sommet entre chefs d'État et de gouvernement n'ont pas sorti l'économie mondiale du borbier. On parle même d'une nouvelle ère d'austérité, voire d'une grande récession, comme celle des années 1930. La crise immobilière aux États-Unis ne s'est pas encore résorbée. La construction a certes repris, mais les maisons se sont dépréciées de 30 % en moyenne. Les propriétaires sont moins riches et consomment moins. Le système financier occidental reste fragile, surtout en Europe, à cause de l'effondrement immobilier dans certains pays et du bilan des banques, gangrené par des titres de dette d'États au bord du gouffre. Partout en Europe et en Amérique, les gouvernements réduisent leurs dépenses, pesant ainsi sur l'ensemble de l'économie. Le gouvernement américain et ses organismes publics ont supprimé 600 000 postes depuis 2009. La situation de l'emploi est alarmante dans des pays comme la Grèce (22 % de chômage) et l'Espagne (24 %), et elle demeure préoccupante aux États-Unis, où la faible reprise compense à peine les postes perdus dans le secteur public. L'économie américaine n'a créé que 115 000 emplois en avril, le pire résultat depuis six mois, et 40 % des chômeurs sont sans travail depuis au moins six mois. L'économie mondiale suffoque et l'équilibre est précaire. Sur les trois scénarios qui suivent, lequel s'imposera ?

Scénario gris pâle : 60 % de probabilité

Le parti de droite Nouvelle Démocratie est reporté au pouvoir en Grèce le 17 juin. Soulagés, les pays de la zone euro consentent à différer de deux à quatre ans l'échéance des cibles budgétaires imposées à la Grèce, ce qui atténuera leurs effets sur son économie. Les réjouissances sont toutefois de courte durée et la croissance reste médiocre en Europe. L'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Grande-Bretagne sont déjà en récession. La France est sur le point de basculer, avec une croissance neutre au deuxième trimestre. Seule l'Allemagne s'en tire, avec une hausse chétive de 1 % de son PIB. Angela Merkel s'inquiète : 42 % des exportations de l'Allemagne sont destinées à ses partenaires de la zone euro. Pour éviter de sombrer à son tour, le pays doit lâcher du lest. Mais comment soutenir un pacte de croissance sans déplaire aux électeurs allemands, qui ne veulent plus que leur pays mette en danger

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

son économie pour soutenir des voisins imprévoyants et moins travailleurs ? La solution de dernière heure de la chancelière : faire adopter des réformes structurelles pour libéraliser le marché du travail en Europe et rétablir la compétitivité de ses pays. En attendant, les marchés financiers ne quittent pas l'Espagne des yeux. Les taux d'intérêt des obligations espagnoles s'élèvent à 7 %, seuil qu'avaient atteint la Grèce, le Portugal et l'Irlande avant d'avoir été secourus.

Scénario gris foncé : 30 % de probabilité

Les politiques d'austérité prônées par l'Europe sont rejetées et une pluralité d'électeurs grecs élisent le parti d'extrême gauche Syriza . Les partenaires européens sont inflexibles et ne font aucune concession. La Grèce quitte donc la zone euro. Comme le prédisaient les économistes de la Banque Nationale de Grèce, la nouvelle monnaie grecque est malmenée par les marchés et sa valeur tombe à 35 % de celle de l'euro. L'économie, en recul de 14 % de 2009 à 2011, se contracte de 22 % dans l'année qui suit. Le taux de chômage atteint 34 % (il était à 22 % en mai) et l'inflation bondit jusqu'à dépasser 30 %. Le niveau de vie des Grecs s'effondre : le revenu personnel par habitant chute de 55 %. Après avoir subi des pertes importantes, les banques européennes sont nerveuses. Elles prêtent moins aux consommateurs et aux entreprises, plombant ainsi des économies déjà fragiles. Surtout, elles craignent que le naufrage grec ne soit suivi de l'écroulement espagnol. À Madrid, le premier ministre, Mariano Rajoy, demande l'intervention de la Banque centrale européenne. Bankia, la quatrième banque du pays, a déjà reçu 4,5 milliards d'euros pour rester à flot. Pour éviter d'être engloutie, elle a besoin de 19 milliards supplémentaires. Cet argent, Madrid ne l'a pas ou, plutôt, en a besoin pour faire face à une tempête sans précédent. Alors, comment renflouer ses banques quand on doit soi-même emprunter à des taux usuraires ? L'État espagnol creuse sa tombe en sauvant ses banques intoxiquées par de mauvais prêts immobiliers, mais les banques meurent parce qu'elles ont aussi trop d'obligations d'un État qui a perdu la maîtrise de ses dépenses publiques. L'Allemagne n'a pas envie de se lancer dans une mission aussi périlleuse. Le rêve européen vire au cauchemar et le continent plonge dans une longue récession, où c'est chacun pour soi. Heureusement, l'Amérique tient bon et l'Asie, portée par son nouveau marché intérieur, encaisse le choc sans trop de mal.

Scénario noir : 10 % de probabilité

Les divergences sont considérables entre les partenaires. Comment remettre l'économie sur pied ? Qui doit payer la facture ? Les questions sont posées, mais les réponses se font attendre. Le monde politique est en désarroi et la révolte gronde, alors que sur la planète 75 millions de jeunes de 15 à 24 ans sont en chômage (5,5 millions en Europe seulement), selon l'Organisation

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

internationale du travail (OIT), soit 4 millions de plus qu'en 2007. Au Portugal, 36 % des jeunes n'ont pas d'emploi ; en Grèce et en Espagne, ce taux atteint 51 %. Le dernier Euro baromètre de la Commission européenne indiquait que 68 % des jeunes Espagnols étaient prêts à quitter leur pays. L'accroissement de la pression fiscale dans les pays les plus touchés favorise le travail au noir. Le taux de chômage atteint 25 % en Espagne, mais il y aurait 4 millions de travailleurs non déclarés. Les économies italienne, portugaise et grecque sont elles aussi contaminées, ce qui nuit au rétablissement des comptes publics. En Chine, qui compte pour 11 % de l'économie mondiale, la croissance de la production industrielle, des exportations, des ventes au détail et des investissements commence à ralentir. Ce coup de frein fait craindre la bulle immobilière, qui inquiète tout le monde depuis quelques mois. La Chine flanche et le marché des ressources naturelles, dont dépend tant le Canada, s'effondre. Le monde entier tombe dans une profonde et longue dépression économique.

Dans ce contexte difficile le supermarché de la Guadeloupe risque de passer de mauvais moments. Les nouveaux dirigeants socialistes qui comme leurs compatriotes français de droite, étant des militants de l'ordre colonial français vont probablement tout faire pour relancer un modèle économique et social moribond.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit au deuxième trimestre 2012. Il rompt avec la tendance haussière de ces six derniers mois mais demeure très légèrement au dessus de son niveau moyen de longue période. Cette diminution s'explique par l'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. L'activité, en particulier, est jugée atone et la trésorerie se dégrade. Les prévisions des professionnels sont quant à elles majoritairement positives, traduisant des perspectives de redressement pour les prochains mois. Dans un contexte toujours marqué par l'incertitude, les intentions d'investissement sont en retrait comme depuis fin 2008. Toutefois, elles poursuivent le redressement entamé en septembre 2011 ».

LES RESSOURCES : production et importation

L'augmentation des ressources observée est encore une fois la conséquence d'une reprise des importations tandis que la production continue à faire du sur place :

Dans le secteur primaire et de l'agroalimentaire, le début d'année a été marqué par le recul des exportations de produits alimentaires sur le trimestre (-1,9 %, CVS) alors celles de produits agricoles progressent de 21,1 %. Par ailleurs, la campagne sucrière a été en partie compromise car pendant plusieurs semaines de conflits ont opposé la direction de l'usine sucrière de Gardel et les ouvriers en grève qui ont stoppé l'usine en pleine récolte. Début

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

mai, plus de 300 000 tonnes restaient sur pied, soit la moitié de la récolte. La plupart des soldes de gestion de l'industrie (trésorerie, charges, prix, investissement) se sont dégradés ce qui inquiète les chefs d'entreprise du secteur et alimente leur pessimisme pour les mois à venir. L'activité dans le bâtiment et les travaux publics se conforte lentement, en dépit d'une visibilité réduite. Le volume de ciment vendu progresse pour le troisième trimestre consécutif (+7,6 % à fin mars, CVS) et dépasse le niveau de début 2010. Parallèlement, le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs (1 515 au 1er trimestre) enregistre de nouveau une forte hausse (+34,7 % en variation trimestrielle). Les chefs d'entreprise du secteur du commerce font état d'une amélioration de leur courant d'affaires en phase avec la bonne tenue de la consommation des ménages. Ils craignent cependant une importante chute de l'activité pour le prochain trimestre. Dans la branche du commerce automobile, l'année a démarré avec des résultats positifs : 4 036 véhicules neufs de tourisme et utilitaires ont été immatriculés au cours du trimestre, un chiffre légèrement supérieur à celui du premier trimestre 2011 (+0,5 %) et se situant nettement au dessus de celui de 2010 (+4,9 %). Dans le secteur du tourisme, on observe un redressement de l'activité. Cette bonne orientation provient de l'activité de croisière : au premier trimestre, 33 escales sont recensées contre 18 à la même période l'année précédente, soit 41 998 croisiéristes de plus. Le trafic de passagers (hors transit) à l'aéroport progresse à un rythme soutenu (+8,3 % en glissement annuel, CVS, après +6,9 %). En revanche, en plein cœur de la haute saison touristique, l'activité des hôtels s'est légèrement tassée. La durée moyenne des séjours est relativement stable par rapport à mars 2011 (+0,1 jour). Toutefois, la clientèle est moins nombreuse et le nombre de nuitées recule de 4,0 % par rapport au premier trimestre 2011.

Par ailleurs, après deux trimestres de repli consécutifs, les importations se redressent de 8,7 % (données CVS) par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des importations de biens de consommation à destination des ménages et de biens intermédiaires. A l'inverse, les exportations déclinent de 20,3 % en données CVS, en raison de la diminution des réexportations de produits pétroliers. Les exportations de produits agroalimentaires sont aussi en léger recul.

Comme d'habitude, l'augmentation des ressources observée est surtout la conséquence de la consommation des ménages, l'investissement et les exportations demeurant marginales.

La consommation des ménages est plus dynamique qu'en fin d'année 2011 et continue de bénéficier d'une inflation contenue. L'ensemble des importations de produits destinés aux ménages progresse par rapport au trimestre précédent : les biens d'équipement du foyer (+7,4 %, CVS), les biens de

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

consommation (+7,3 %), les produits agroalimentaires (+3,8 %) et les produits agricoles (+ 2,1 %). L'évolution sur un an est positive pour la plupart des biens, excepté pour les importations de produits alimentaires qui enregistrent une baisse de 2,6 % en données CVS . Le nombre de personnes en interdiction bancaire poursuit sa baisse (-1,3 % sur le trimestre) pour s'établir à un niveau historiquement bas (20 940). En revanche, le nombre de retraits de cartes bancaires a de nouveau progressé : +1,5 % par rapport au trimestre précédent. L'indice des prix à la consommation augmente légèrement au premier trimestre +0,8 %. Les principaux postes contribuant à cette hausse sont l'énergie (+4,9 %), en particulier les produits pétroliers (+6,3 %), et les services (+1,0 %). Les prix de l'alimentation sont stables (+0,1 %) du fait de la forte baisse des prix des produits frais (-3,6 %) qui compense le renchérissement des prix des autres produits alimentaires. Seuls les prix des produits manufacturés affichent une baisse (-0,5%). Les ménages sollicitent davantage les établissements de crédit : l'encours affiche une hausse de 6,9 % sur un an après avoir ralenti au trimestre précédent. L'accélération observée est imputable au financement de l'habitat (+9,1 % sur un an), les crédits à la consommation étant peu dynamiques.

Mais, exportations et investissement restent marginales. L'investissement a connu un trimestre plus favorable. Les importations de biens intermédiaires affichent une progression significative de 10,5 % au premier trimestre (données CVS), tandis que celles de biens d'équipement augmentent de 2,9 % après deux trimestres de fort recul. Cependant, les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise restent en retrait, traduisant la persistance de leurs inquiétudes concernant la conjoncture des mois à venir. Les exportations restent médiocres .

Les déséquilibres traditionnels se maintiennent : Selon ces informations, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi de catégorie A s'établit à 57760 en Guadeloupe et Îles du Nord. Ce nombre diminue de 0,1 % par rapport à fin mai 2012 (soit -70). Sur un an, il est en hausse de 3,2 %. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 64 420 fin juin 2012. Ce nombre diminue de 0,2 % (soit -160). Sur un an, il croît de 3,9 %. Le déficit commercial se maintient .

Le deuxième semestre sera aussi peu porteur que le premier. Il le sera d'autant que rien n'annonce une modification de la gouvernance économique . Ce sont en effet toujours les politiques nationales françaises qui vont continuer à s'appliquer alors que toute évidence elles ne sont pas faites pour la Guadeloupe

Les temps forts de 2011

Janvier

Les Nations unies lance l'année internationale des afro descendants en Amérique.

LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE adresse ses vœux pour l'année 2011 aux guadeloupéennes et aux guadeloupéens .

Le RSA (Revenu de Solidarité Active) remplace le RMI (Revenu Minimum d'Insertion). Il est destiné à deux publics : les anciens allocataires du RMI, de l'allocation parent isolé et les personnes en activité mais dont les revenus sont faibles .

Des pluies torrentielles font cinq morts par noyade. En moins de 24 heures, 250 litres d'eau par mètre carré se sont déversés dans les Grands-fonds des Abymes.

La Guadeloupe commémore le tremblement de terre de 2010 qui a fait plus de 250000 morts en HAÏTI

Au moment même où la ville des Abymes enterre ses morts, le chef de file du colonialisme français Nicolas Sarkozy ,Brice Hortefeux le raciste, et toute la clique, débarquent dans notre pays alors qu'il y a de cela juste quelques jours , les fonctionnaires de l'état français , le néo gouverneur Fabre, ont prouvé leur totale incompétence dans la gestion d'une simple montée des eaux dans le nord Grande Terre .

Mars

La France tente de renforcer son annexion de Mayotte malgré l'interdiction du droit international et l'hostilité de la ligue arabe et de l' Union africaine en le transformant en 101ème département français.

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

Avril

Revendiquant une augmentation de salaire de 15 %, au titre d'un accord signé en 1972, la section CGTG Énergie d'EDF Archipel Guadeloupe a déclenché un mouvement de grève illimitée inter/Dom avec la Réunion et la Martinique. Après plusieurs mois de conflit, la grève a été suspendue le 12 juillet 2011.

Mai

Le mois de mai de la Guadeloupe est commémoré avec éclat par les forces nationales et patriotiques : Défaite des nationalistes en mai 1802 avec la mort d'Ignace et de Delgrès; Massacre par les français en mai 1967.

Lundi 23 mai 2011, terme du procès intenté à trois dirigeants de L'UGTG, plus de 8 ans après le complot ourdi par l'état pour décapiter la centrale syndicale. UGTG.

Juin

Honneur et Respect pour Chérubin CELESTE, dit "PÈ SÈLÈS" ! Célébration par FKNG de la journée nationale de résistance .

Juillet

Symposium sur les Réparations, organisé par le CIPN, l'association Racines et le MIR au Lamentin les 15-16-17 Juillet 2011

Un rapport de l'Inspection générale des finances réévalue à 5,5 milliards d'euros le coût des dispositifs fiscaux et sociaux outre-mer. Empilement, injustice fiscale, effets d'aubaine massifs, accentuation des pratiques anticoncurrentielles, contrôles insuffisants : la liste des griefs est longue. La mission réévalue d'abord à la hausse le coût global des 46 dépenses fiscales et des 9 dépenses sociales recensées, c'est-à-dire spécifiques à l'outre-mer, à 5,46 milliards d'euros au lieu des 4,46 milliards figurant dans les textes budgétaires. La différence vient du fait que certaines dépenses sont omises dans ces textes, telles que le régime applicable au rhum et que d'autres sont sous-évaluées : défiscalisation des entreprises, absence de TVA en Guyane.

Août

Boris Carène remporte le tour cycliste de Guadeloupe. Cela faisait vingt ans que la Guadeloupe attendait un enfant du pays comme vainqueur.

Septembre

Le préfet publie un arrêté qui reconnaît l'état de calamité agricole pour les

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

cultures vivrières et maraîchères (tomates, concombres, courgettes, melon et pastèques) pour les communes de Morne À L'eau, Le Moule, Sainte-Anne, Sainte-Rose, Saint-François, Lamentin, Deshaies, et les Abymes.

Octobre

Racisme, crachats, insultes, nez cassés, violences verbales Le syndicat CGTG des Sapeurs Pompiers et des Personnels Administratifs et Techniques du SDIS 971, est solidaire aux agents sapeurs pompiers victimes de violence lors de l'intervention du 01 octobre 2011, alors qu'ils portaient secours à madame Sylvie HAYOT.

Décembre

Les élus départementaux, régionaux et différents experts de la santé ont décidé de faire émerger des politiques et des plans d'actions pour modifier les habitudes alimentaires des Guadeloupéens. Parmi les actions proposées, on peut citer l'aide à la création d'industrie de petits pots pour bébé avec des aliments tropicaux.

Errol Nuissier dans un rapport commandé et approuvé par le conseil régional estime que la violence en Guadeloupe est le fait des afro descendants .

13 organisations syndicales, associatives et les personnalités politiques de notre territoire se mobilisent pour Marie galante . Les Marie-Galantais, refusons d'accepter la fermeture de l'Hôpital, la fermeture de l'usine et l'arrêt de la production cannière et rhumière, le licenciement de centaine de Travailleurs, le mépris que nous exprimons constamment les décideurs politiques, économiques et l'État à travers leurs décisions.

Le 22 Décembre 2011, Procès Sylvie HAYOT : L'affaire de cette jeune femme d'ascendance béké, qui causa un accident de la route le samedi 01 octobre revient au tribunal le jeudi 22 décembre. Pour rappel, cette dernière s'en était pris violemment aux pompiers venus la secourir en les traitant de sales nègres, en les frappant et même en leur crachant au visage. Un gendarme « de couleur » recevra même une gifle.

APPROCHE THÉORIQUE

LE CONCEPT D'ÉCONOMIE RÉSIDENIELLE

Le concept d'économie résidentielle ou présenteielle peut se résumer à une phrase : "Qu'importe d'où vient l'argent, pourvu qu'on le dépense ici". Le système de création de richesses vise à capter le maximum de revenus privés (résidents, touristes) et publics (prestations sociales, subventions, investissements publics). Or, si ce modèle est très présent en Méditerranée, il est aussi celui qui a le plus échoué à affronter la crise économique et financière que l'on traverse depuis 2008. La Grèce est la plus touchée, mais le Portugal est lui aussi sous assistance internationale et l'Espagne et l'Italie ne sont pas si loin de gouffre. L'austérité mise en place est brutale mais nécessaire pour éviter d'annihiler l'épargne des ménages, le crédit des entreprises et le système de prestation sociale, générant une crise encore plus profonde. Le modèle est focalisé sur le diptyque « consommation-immobilier » à la fois dans le secteur privé (construction, distribution, tourisme) et dans le secteur public (emplois publics, exemptions fiscales pléthoriques, infrastructures). Il implique d'importer des quantités sans cesse croissantes de produits pour répondre aux besoins générés, creusant le déficit commercial et plaçant l'économie sous la dépendance d'une source extérieure de capitaux (marchés financiers, crédits européens ou dans le cas de la Guadeloupe transferts publics français). La structure du tissu économique guadeloupéen atténue les effets de la crise .La forte tertiarisation de l'économie l'a relativement protégée des effets de la crise. Comme toutes les économies de services, la Guadeloupe a été faiblement impactée par la contraction de la demande mondiale et ses effets récessifs sur les exportations. Les secteurs d'activité les plus exposés à la crise internationale sont particulièrement sous-représentés en Guadeloupe. Les secteurs les plus vulnérables (intérim, industrie manufacturière et services immobiliers) regroupent à peine 5 % de l'emploi salarié marchand en Guadeloupe . Dépourvue d'industrie lourde ou automobile, la production industrielle est essentiellement orientée vers la consommation locale. Ainsi, les industries agroalimentaires et l'énergie concentrent 64 % de l'emploi industriel. Ces secteurs n'ont pas ressenti les effets de la crise et sont à l'origine de la plupart des créations d'emplois industriels. A l'inverse, les industries manufacturières insulaires n'ont pas échappé à la récession. Nombre d'entre elles ont perdu de l'emploi. L'hypertrophie du secteur public a également constitué un facteur de résistance. En Guadeloupe , le secteur public pèse davantage que dans toute autre région française . Il représente 29

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

% de la valeur ajoutée produite contre 21 % en France. Il concentre également 34 % de l'emploi. Cette prépondérance du secteur public dans l'emploi et les investissements a sans doute permis d'amortir les effets récessifs de la crise dans la région. L'économie guadeloupéenne se caractérise aussi par la forte autonomie de ses entreprises. Rares sont les emplois dépendant d'un centre de décision externe, donc soumis à une contagion de la crise. Seulement 19 % des salariés du secteur marchand travaillent dans un établissement dont le contrôle est extérieur à la Guadeloupe. Cette autonomie, liée à une activité essentiellement présentielle, a ainsi permis de limiter la propagation de l'onde de choc de la récession.

LES PROCÉDURES COLLECTIVES EN GUADELOUPE

En 2011 plus de 560 entreprises guadeloupéennes ont fait l'objet d'une procédure collective. Des chiffres qui ne cessent d'augmenter années après années. Au 2 décembre 2011, le tribunal mixte de commerce de Pointe-à-Pitre enregistre 23 entreprises nouvelles liquidées. Parallèlement, le tribunal enregistre 114 sociétés en redressement judiciaire contre 66 en 2010. En ce qui concerne les procédures de sauvegarde qui protègent les entreprises en difficulté en suspendant le paiement de dettes à l'ouverture de l'instance et leur permettre d'étaler le paiement de leurs dettes sur des années, 14 sociétés ont bénéficié de cette action contre 2 l'an dernier. Mauvaise gestion ? Manque de formation ? Marché étriqué ? Autant de paramètres qui expliqueraient ces dépôts de bilan. En effet selon la Caisse Générale de Sécurité Sociale la créance des chefs d'entreprise avoisinerait les 1 millions 800 euros en parallèle la dette des collectivités locales avoisinerait 400 000 euros. Autre paramètre à prendre en compte l'étroitesse du marché alors que paradoxalement on assiste à une montée en puissance des créations d'entreprises. « En Guadeloupe beaucoup de gens ouvrent des sociétés mais, le gâteau n'est pas si gros que cela et c'est très compliqué. Les entreprises ne sont pas si aidées que ça. La nature de l'économie qui est en fait un supermarché qui dépend de la consommation des ménages et qui génère un fort taux de chômage. Les liquidations provoquent de nombreuses suppressions d'emplois.

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE ANIMÉ PAR J.P. ELUTHER

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

L'observatoire économique caraïbe est une structure créée par LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE qui est un parti politique qui milite pour la souveraineté de la Guadeloupe et la construction d'une région Amérique latine et caraïbe forte, solidaire et appliquant les principes des droits de la personne humaine et LE QUOTIDIEN EN LIGNE LA NATION .